



Rouge Émeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n° 153
23 janvier
2025

Censurons Bayrou dans la rue, sur les lieux de travail et d'études

Dans son discours de politique (très) générale, Bayrou s'est revendiqué de Monnet, Giscard d'Estaing, Delors, c'est-à-dire de la bourgeoisie française et européenne qui, tout en déplorant verbalement les fractures et les injustices, n'entend surtout pas changer le système, juste tenter de le faire mieux tourner.

C'est d'ailleurs pour cela que Bayrou a repris une grande partie des ministres de son prédécesseur Barnier, y ajoutant cependant à des postes majeurs Borne, la championne du 49.3, Valls, le renégat patenté et Darmanin, la petite main qui met en musique le programme raciste et liberticide de l'extrême-droite.

Quant à revenir sur une réforme des retraites aussi injuste qu'honnie ou annoncer des mesures énergiques sur les salaires et revenus et contre le dérèglement climatique..., que dalle ! Pas un mot non plus sur les cadeaux aux entreprises, pas un mot non plus pour une fiscalité plus juste...

Pour toutes ces raisons, **il ne pouvait y avoir —évidemment— d'autre attitude pour les député.es élu.es, il y a 6 mois seulement, sur la base du programme du nouveau Front Populaire et du refus de l'extrême-droite, que de censurer d'entrée ce gouvernement.**

Telle n'a pas été la position d'une grande partie des député.es socialistes qui, en se posant en protectrice de la stabilité de l'État, et donc du système qu'il contribue à faire marcher, et au prétexte de promesses que leur servait Bayrou, ont rompu avec leurs engagements et le programme sur lequel ils et elles ont été élu.es.

Bien sûr, cet épisode, où des parlementaires socio-démocrates voire socio-libéraux « oublient » qu'ils doivent leur élection à l'unité des partis et du peuple de gauche, renient leur serment pour un plat de lentilles et au final contribuent à la poursuite de la politique macroniste battue dans les urnes le 7 juillet, n'est pas vraiment pour nous surprendre. Les multiples renoncements, lâchages et trahisons à mettre au débit des dirigeants de ce courant politique au cours des 120 dernières années en témoignent...

Mais au-delà de la péripétie que constitue la non-censure du gouvernement par le PS, **cet épisode affaiblit et divise le camp de la résistance** aux orientations que Bayrou va appliquer en matière d'éducation, de santé, de réforme de l'État... et de retraites. Sur ce dernier sujet, on voit déjà poindre des failles entre les confédérations syndicales...

Plus que jamais, et comme nous le disons depuis des mois, la censure du gouvernement, la mise en échec des politiques d'austérité, de racisme, d'atteintes aux libertés, les avancées dans la lutte contre le dérèglement climatique, la lutte indispensable contre la progression des idées d'extrême-droite doivent s'appuyer d'abord sur **des mobilisations à la base, dans la rue, sur les lieux de travail et d'étude, dans les quartiers.**

C'est pour cette raison que nous avons toujours mis en avant la nécessité de faire vivre et d'appuyer le nouveau Front Populaire et son programme de rupture sur des comités locaux de ville, de quartiers, d'entreprises, de lycées...

Il est encore temps.

Faisons-le



avec
Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN,
Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité
NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

Plat de lentilles

Le Parti Socialiste se sera donc décidé à ne pas censurer le gouvernement Bayrou, au dernier moment et sur la base d'un courrier adressé par le 1er ministre qui s'engageait à:

- ◆ présenter au Parlement un nouveau projet de loi sur les retraites, même si les partenaires sociaux « ne parviennent pas à un accord global » à l'issue d'une conférence nationale,
- ◆ maintenir les 4 000 postes d'enseignant-es dont la suppression était prévue dans le projet de budget, tombé en rade avec la chute du gouvernement Barnier,
- ◆ revenir sur un nouveau déremboursement des médicaments,
- ◆ consentir une très légère hausse de la taxe sur les transactions financières,

Clamer comme l'a fait O. Faure que le PS aura ainsi « fait céder le gouvernement », est bien imprudent car rien ne dit que Bayrou honorerait ou sera en capacité de tenir ses promesses, compte tenu des pressions qu'exerce sur lui les libéraux de tout poil, des macronistes au RN.

Par contre, fracturer ainsi l'unité du nouveau Front Populaire pour ce qui risque de n'être qu'un plat de lentilles, ne peut être interprété autrement qu'un véritable (et nouveau) reniement du Parti Socialiste. Rappelons ce qu'O. Faure déclama le 17 juin dernier au 1er meeting unitaire du NFP à Montreuil: « À chaque étape de l'histoire, il y a toujours eu des gens pour nous dire que ce serait la faillite. Mais [...] nous avons permis aux gens de vivre mieux, c'est ce que nous avons réussi ensemble. Alors ne cédonz à rien, ne cédonz jamais, restons unis. Faisons front ensemble, celui de 1935, celui qui unissait la CGT, la Ligue des droits de l'Homme, le PC, la SFIO. Faisons ce serment de rester unis jusqu'à la victoire, de ne jamais nous lâcher » !!!

BREVES DE PONTONS

Pour l'Education Nationale, pas trop de musique pour les enfants des quartiers populaires!

Depuis 17 ans, il existe sur l'école publique de la Découverte un projet « Orchestre à l'école », porté par les enseignant.e.s de l'école en partenariat avec le Conservatoire municipal de musique de Saint-Malo.

Le mardi matin, tous les élèves du CE2 au CM2 se déplacent au conservatoire pour recevoir un cours de pratique instrumentale, sur temps scolaire. Un midi par semaine, sur le temps périscolaire, chacun des 3 orchestres (CE2, CM1, CM2) est réuni pour préparer ses morceaux, pendant une heure, sous l'autorité de son chef, musicien-intervenant dans les écoles, qui suit le même orchestre pendant 3 ans. Après une découverte en CE2, les enfants les plus motivés bénéficient, à partir du CM1, d'une inscription complète gratuite au conservatoire. Ils reçoivent sur temps extra-scolaire un cours particulier d'instrument et un cours collectif de formation musicale, comme n'importe quel élève du conservatoire. Ce projet, établi sur 3 années, permet aux élèves motivés, d'accéder dans de bonnes conditions de réussites, à la classe horaire aménagée musique à leur entrée au collège. Ce projet phare d'une école publique permet aux enfants du quartier populaire de La Découverte d'avoir accès à l'excellence du conservatoire municipal, de s'ouvrir culturellement. L'école publique, notamment les personnels de cette école porte ce qu'il y a de meilleur de l'école publique: l'émancipation par la culture des enfants des classes populaires.

Aujourd'hui l'Inspection Académique semble souhaiter supprimer l'orchestre des CE2 et ramener ce projet de 3 à 2 ans, elle souhaite aussi que les deux heures dévolues à cette pratique soient exclusivement inscrites sur temps scolaire !

Rappelons que le Quartier de la Découverte est un quartier très populaire dont beaucoup d'habitant.e.s subissent les méfaits du capitalisme; précarité, chômage, stigmatisation. Les enfants de ce quartier subissent la précarité de beaucoup de leurs parents. L'IPS (Indice de Positionnement Social calculé par l'Insee qui permet d'étudier la situation sociale des familles accueillies par l'école) qui va de 45 à 185 en France est de 74 dans cette école (moyenne française 105): **on s'attaque donc aux enfants qui ont déjà le moins accès à la culture.**

La mobilisation s'est engagée avec une intersyndicale large (CGT, FSU, SUD, CFDT, ...), les personnels de l'école, les parents d'élèves et les DDEN de l'école

Nous relayons ici la **pétition** que nous vous invitons à signer: <https://www.mesopinions.com/petition/art-culture/fin-orchestre-ce2-ecole-publique-decouverte/237951>

Nous soutenons et participerons à toutes les actions visant à revenir sur cette décision inique, et appelons la mairie de Saint-Malo à ne pas signer la convention proposée par l'Education Nationale

POUR LA DEFENSE DE NOTRE SYSTEME DE SANTE

Manifestation à Guingamp, le 1er février !

A juste titre, une des préoccupations majeures de la population, qu'elle soit en Bretagne ou sur le reste du territoire, reste la question de la santé.

Comme partout en France, les déserts médicaux, les difficultés croissantes des hôpitaux, ont un impact réel sur le droit à la santé. Les annonces faites dans le cadre du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) de Barnier, repris par le gouvernement Bayrou, ne risquent en rien de nous rassurer pour sortir de la crise à laquelle les acteurs de santé sont confrontés.

Les doutes et les craintes que nous exprimons depuis des mois sur la restructuration des hôpitaux publics de notre secteur (Dinan-Saint-Malo-Cancale) vont dans le même sens.

C'est pourquoi, le NPA l'Anticapitaliste Bretagne sera présent et appelle à rejoindre toutes les mobilisations qui défendent l'accès aux soins comme celle de Carhaix dernièrement et celle qui aura lieu à **Guingamp le 1er février à 14h** devant la gare à l'initiative de Urgence Armor Santé Vec'hed Mat.

Sans mobilisation des professionnel.les, des usagers.ères, de la population et des élu.és, notre système de santé court à la faillite.

LES IDEES COMME LES CHEFS DU RN NE SONT PAS BIENVENUS A SAINT-MALO

Depuis plusieurs années, notamment avec nos ami.es et camarades rassemblé.es dans la coordination Le Monde d'Après, nous avons mené le combat contre les idées racistes, islamophobes, LGTBphobes, développées par l'extrême-droite et nous avons contribué aux initiatives de solidarités avec les migrant.es et exilé.es.

En juin 2024, nous avons participé activement, ici dans le pays malouin, à la campagne unitaire autour du programme du nouveau Front Populaire afin d'empêcher ce qui paraissait pourtant inéluctable, à savoir l'accession du RN au pouvoir.

Au moment, où un dirigeant du RN vient parler à Saint-Malo, toujours dans l'unité, nous voulons rappeler d'où vient cette formation politique, quels sont ses fondements idéologiques et programmatiques, vers quoi son projet politiques conduit.

Tel est le sens de la participation du NPA Anticapitaliste au

RASSEMBLEMENT

CONTRE LES IDEES D'EXTRÊME-DROITE à Saint-Malo,

Dimanche 26 janvier à 14h15

Place de la Fontaine (

entre l'esplanade Saint-Vincent et la digue du Sillon)

SUR VOS AGENDAS

SAMEDI 25 JANVIER

- ◆ **15h**, devant la mairie de Saint-Malo, réception d'une **délégation de survivants d'Hiroshima et Nagasaki** (organisation Mouvement de la Paix, CGT)
- ◆ **16h**, esplanade Saint-Vincent à Saint-Malo, **rassemblement de solidarité avec la Palestine** (organisation AFPS)





Sans Le Pen père, le RN toujours un danger mortel

La mort du président et parmi les fondateurs du Front national était un non-événement politique. Jean-Marie Le Pen étant politiquement mort depuis plus d'une quinzaine d'années.

Pour autant, même si le Rassemblement National actuel s'est souvent appliqué à se départir des frasques du fondateur historique du parti, la continuité politique entre Jean-Marie Le Pen (JMLP) et sa fille a été depuis longtemps assumée et le changement de nom en 2018 n'a été en aucune façon une rupture.

Histoire officielle

Ainsi, on a préféré se focaliser sur JMLP plutôt que de parler des autres co-fondateurs du FN, ce qui permet aux dirigeants actuels du RN de mettre de côté la fine fleur des fachos de l'après-guerre. Les cadres et militants du RN connaissent-ils d'ailleurs l'histoire de leur parti? Seul semble compter le récit qui fait passer le FN de « lanceur d'alerte » à un RN « prêt à exercer le pouvoir » : une période d'émergence jusqu'en 2011, réduite à la figure du tribun Jean-Marie, puis une phase de « conquête du pouvoir », autour de la candidate, Marine.

Zemmour ou l'héritage du Le Pen des années 1980

Éric Zemmour en 2021-2022 a aidé à trouver le créneau pour assumer le FN à papa. Jordan Bardella voit alors l'ancien chroniqueur télé comme un « Jean-Marie Le Pen des années 1980 », qui parle brutalement, le plus fort possible. « On a fait ça pendant 30 ans », rexit-il en 2022. C'est ainsi le « visionnaire » qui est célébré en JMLP. Pour constituer un front, il fallait un tribun en 1972 afin d'accorder « différentes chapelles souvent turbulentes, parfois irréalistes » (selon Philippe Olivier sur Boulevard Voltaire en 2021). Le rassemblement actuel provient de cet alliage, après plusieurs épurations. Les anciennes traditions des extrêmes droites ne sont plus censées avoir cours, et la « rupture avec l'héritage sulfureux du Front national » se limite à une « condamnation salutaire des déclarations de son fondateur » (Bardella). Ainsi, au regard des fondamentaux du FN-RN, toujours axés sur la **préférence nationale**, cette « condamnation salutaire » est un point de détail. D'autant que celui qui est souvent présenté comme l'exemple de l'évolution du FN, Louis Aliot, est aussi celui qui s'était opposé à l'exclusion de JMLP et a réclamé un hommage du parti pour son fondateur.

Un projet toujours raciste

Le discours d'avril 2002 appelant « les petits, les sans-grades, les exclus (...) à se rallier à cette chance historique de redressement national » s'est maintenu avec Marine Le Pen. **Se concilier les bonnes grâces du patronat n'est pas contradictoire dans ce projet nationaliste et raciste**, malgré le risque d'une « mue nationale-libérale » qui normaliserait le « mouvement patriote et populiste en un parti de droite comme les autres » (Selon la revue *Éléments* du GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne)). Le nouveau cycle électoral engagé par le RN cherche à « rallier une fraction des élites » (selon les termes du conseiller Jérôme de Sainte-Marie). Il s'agit de défendre « la France des producteurs », une partie des secteurs salariés et entrepreneurs, tous unis contre les supposés non-producteurs (les immigrés et les plus précaires), comme contre Macron et son monde. Les républicains comme il faut, qui adoptent la grille de lecture de la fachosphère, sont autant de balanciers qui soutiennent cette stratégie. Le RN a bien réussi à se constituer en courant autonome et imposer ses concepts politiques.

L'héritage de JMLP n'est plus encombrant, et sa mort tourne une page bien plus qu'elle ne l'arrache.

D'après la Commission nationale antifasciste du NPA..A

BREVES DE PONTONS

En accord avec Claudia ROUAULT

Claudia ROUAULT, députée PS de la 3ème circonscription d'Ille-et-Vilaine qui comprend notamment les cantons de Combourg et Tinténiac, a été **parmi les 8 parlementaires socialistes qui ont voté la motion de censure le 16 janvier**. Elle explique sa position en écrivant en particulier que « la réforme des retraites fut la loi la plus injuste et la plus contestée, avec le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans. Il n'y a eu aucune annonce d'abrogation ou de suspension de cette réforme. La réouverture de ce dossier est renvoyée à une conférence sociale avec les organisations syndicales et le patronat. Si le débat est verrouillé ou que ces négociations se soldent par un échec, nous n'aurons obtenu aucune avancée ».

Nous souscrivons complètement à cette position et, au passage, nous nous félicitons d'avoir participé à la campagne de Claudia Rouault avec les militant.es et sympathisant.es du nouveau Front Populaire des cantons de Tinténiac et Combourg.

A noter par ailleurs, qu'un **comité du nouveau Front Populaire se reforme sur l'agglomération de la Bretagne Romantique** afin d'enrayer la progression enregistrée par le RN, d'être au plus près des luttes sur le secteur et au contact avec la population et de préparer les futures échéances électorales dont les municipales.

Municipales 2026 Saint-Malo Sortie du bois ?

Comment interpréter autrement un article paru dans *Ouest-France* du 31/12 narrant l'activité associative multi-forme de l'ancien élu socialiste Pierre Site ?

A vrai dire, après le piteux échec de son aventure du « Conseil d'en face » (été 2020), on comprend que l'intéressé ait des fourmis dans les jambes et travaille à une candidature aux municipales de 2026.

Pourquoi pas dans le cadre de la nouvelle ligne de la direction du Parti Socialiste, inaugurée la semaine dernière par la non-censure du gouvernement macron-centriste et LR ? A moins que ce soit sous l'égide du président du Conseil Régional, en s'embarquant au côté des vice-président et conseiller.e régionaux malouin.es.

En tous cas, **pas « franchement à gauche »**, comme on le disait en 2014 ! A suivre.

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:
<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://npa-anticapitaliste.org>

Palestine-Gaza: il n'y aura pas de paix durable sans la fin de la colonisation !

À Gaza le soulagement et la dévastation

À la suite du cessez-le-feu entré en vigueur dimanche 19 janvier, les échanges de prisonniers ont commencé. Pour la presse et les chaînes d'infos il y a d'un côté les « otages » israéliens, de l'autre les « prisonniers » palestiniens. En fait de prisonniers, sur 90 personnes libérées, on compte 69 femmes et 21 enfants et adolescents, pour la majorité placés en **détention préventive ou administrative**, c'est-à-dire sans charges précisées ni moyens de se défendre. Ils et elles ont été soumis à des traitements dégradants, à la torture et pour certainEs à l'isolement, comme Khalida Jarrar, dirigeante du FPLP et ancienne députée au Conseil législatif palestinien.

La trêve est un réel soulagement pour l'ensemble des habitantEs, avec la réouverture du point de passage de Rafah et la possibilité chaque jour pour plusieurs centaines de camions d'aide (nourriture, médicaments, carburant, etc.) d'entrer à Gaza. Ils vont permettre un **début de sortie de cauchemar** après presque 500 jours de bombardements et de destructions.

Les gazaouis se retrouvent cependant avec un territoire ravagé, 60% des immeubles détruits ou endommagés, des zones agricoles dévastées, des routes défoncées. Le camp de réfugiés de Jabaliya et presque 70 % de Rafah ont complètement disparu.

En Cisjordanie, les colons à l'offensive

Mais pas d'angélisme, Netanyahu a déjà indiqué qu'il se réservait le droit de reprendre les bombardements sur Gaza. Le fasciste Smotrich a conditionné son maintien au gouvernement à la **reprise de la guerre à la fin de la première**

phase de la trêve.

Pour garder l'extrême droite dans la coalition gouvernementale et se maintenir au pouvoir, Netanyahu a promis d'**intensifier l'effort de colonisation sur la Cisjordanie**. Les forces d'occupation israéliennes ont lancé mardi 21 janvier, « *une opération militaire étendue et de grande envergure pour éradiquer le terrorisme à Jénine* », bastion de la résistance en Cisjordanie, occupée militairement par Israël depuis 1967. Six personnes y ont été tuées et trente-cinq autres blessées par une « *frappe* » israélienne.

Pas de justice, pas de paix !

Le projet colonial sioniste ne survit que grâce au soutien occidental. De ce point de vue, la **réélection de Trump est une très mauvaise nouvelle**. Comme Biden, il est un soutien inconditionnel de la politique de colonisation, d'apartheid contre les PalestinienNEs et n'a trouvé rien à redire à la politique génocidaire menée par Israël à Gaza. Pire, une de ses premières décisions est de révoquer un décret de Biden visant à sanctionner des colons israéliens accusés de violences contre des Palestiniens en Cisjordanie.

Il n'y a rien à attendre non plus de l'Union Européenne qui maintient les programmes de coopération économique et technologique avec Israël.

La lutte pour les droits du peuple palestinien n'est pas qu'une question « humanitaire » ou de respect des résolutions de l'ONU. C'est une lutte contre l'impérialisme dans sa version militarisée la plus contemporaine, une lutte contre le colonialisme, qui nous concerne toutes et tous.

Pour agir le mouvement de solidarité dispose d'une arme pacifique et puissante, les actions de boycott, comme la campagne BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions).

Il faut amplifier la pression pour imposer la fin de la colonisation et de l'apartheid.



CE QUE NOUS « PROMET » L'INVESTITURE DE TRUMP...

Il y a les faits

Le jour même de son investiture, Trump a signé une série de décrets parmi lesquels sont arrêtés:

- ◆ La fermeture immédiate de la frontière sud des États-Unis et la militarisation des frontières sous prétexte de lutte contre le narcotrafic,
- ◆ La suppression de l'accès à la citoyenneté américaine par droit de naissance, c'est-à-dire la fin du droit du sol dans ce pays historiquement d'immigration,
- ◆ La fermeture d'un certain nombre d'organismes fédéraux avec le licenciement de milliers de fonctionnaires dans cadre d'un « *Department of Government Efficiency* », sous la direction de Musk,
- ◆ La libération et la grâce des factieux qui ont tenté la prise du Capitole et le coup de force de janvier 2021,
- ◆ La dénonciation de l'accord de Paris sur le climat, la relance des extractions fossiles et leur utilisation comme sources principales d'énergie, autrement dit la fin de l'action de l'état fédéral contre le dérèglement climatique,
- ◆ Le retrait des USA de l'Organisation Mondiale de la Santé, avec ses conséquences en terme de soutien aux systèmes de santé des pays pauvres et de la gestion des épidémies...

Et il y a ce qui se profile dans le discours trumpiste consistant à « rendre à l'Amérique sa grandeur » en réorganisant fondamentalement la vie sociale et économique du pays et en réaffirmant la puissance mondiale des États-Unis.

- ◆ mettre fin au « délire transgenre »,
- ◆ s'attaquer aux oppositions politiques et à la presse,
- ◆ S'attaquer aux droits des femmes, des personnes LGBTI et des travailleurs immigrés pour faire monter le taux d'exploitation aux USA et d'une manière générale sur la planète.
- ◆ En politique étrangère, le désir de Trump d'incorporer le Canada, le Groenland ou le canal de Panama aux États-Unis n'est pas simplement destiné à choquer, il exprime son projet de réaffirmer le contrôle des États-Unis sur les Amériques comme fondement de leur **domination mondiale**.

Face à ce **déversement d'idéologie libertarienne et réactionnaire**, où le business et les magnats de la tech sont à l'affiche, l'ambiance chez les opposants à Trump semble, pour l'heure, plutôt être à la résignation, à la démoralisation et à la peur: un demi-million de personnes avaient protesté contre son élection à Washington en 2017, ils n'ont été lundi dernier que 5 000.

Mais l'histoire n'est pas écrite, **des convictions et des forces existent dans le mouvement ouvrier et dans la jeunesse anti-impérialiste américaine, comme dans le monde**, pour mettre en échec cette déferlante réactionnaire.

C'est notre espoir. Nous y reviendrons...sûrement.

